DUPONT-BOUCHAT (Marie-Sylvie), PIERRE (Éric)
(dir.). – *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire
comparée de la protection de l'enfance, 1820-1914*

France, Belgique, Pays-Bas, Canada. – Paris : PUF, 2001. – 444 p.

Jean-Claude Farcy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/929>

DOI : 10.4000/histoire-education.929

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 131-134

ISBN : 2-7342-0903-9

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-Claude Farcy, « DUPONT-BOUCHAT (Marie-Sylvie), PIERRE (Éric) (dir.). – *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance, 1820-1914* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 15 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/929> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.929>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

DUPONT-BOUCHAT (Marie-Sylvie),
PIERRE (Éric) (dir.). – *Enfance et
justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire
comparée de la protection de l'enfance,
1820-1914*

France, Belgique, Pays-Bas, Canada. – Paris : PUF, 2001. – 444 p.

Jean-Claude Farcy

RÉFÉRENCE

DUPONT-BOUCHAT (Marie-Sylvie), PIERRE (Éric) (dir.). – *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance, 1820-1914*. France, Belgique, Pays-Bas, Canada. – Paris : PUF, 2001. – 444 p.

- 1 Fruit d'une enquête pluridisciplinaire associant juristes, criminologues et historiens, cet ouvrage, publié sous la direction de deux éminents spécialistes du sujet, fera date. Il nous offre une brillante synthèse dans un domaine où nous ne disposions jusque-là que d'ouvrages, certes précieux, mais essentiellement descriptifs comme celui d'Henri Gaillac pour la France¹. L'ampleur et la maîtrise de la réflexion, manifestement stimulées par la comparaison entre des pays aux traditions juridiques et politiques différentes, comme la richesse des informations mobilisées et l'aptitude à en exposer clairement les résultats suscitent l'admiration. On se reportera souvent à ce travail qui suscitera, sans nul doute, de nouvelles recherches sur l'enfance délinquante et son traitement judiciaire.
- 2 L'objectif des auteurs est d'étudier la genèse des politiques de protection de l'enfance dans trois pays européens et au Québec. Si l'accent est mis sur l'évolution des normes, celles-ci sont toujours analysées dans leur contexte, notamment celui des

représentations de l'enfance délinquante au sein des élites contemporaines, inquiètes de la montée de la criminalité et du danger que fait courir à la société une jeunesse ouvrière estimée à l'abandon. À l'évocation des hommes, animateurs et praticiens des réformes en la matière, de leurs débats d'idées – qui prennent très tôt un caractère international – s'ajoute l'étude des institutions.

- 3 Deux parties structurent chronologiquement l'ouvrage, les années 1880 marquant un tournant dans le regard porté sur l'enfance : la moralisation et la correction cèdent alors la place à la protection d'enfants estimés bien plus victimes (de leur milieu familial et de la société) que coupables. L'ouvrage commence par décrire longuement la première génération des philanthropes et réformateurs dont la philosophie est résumée par les auteurs sous la maxime « qui aime bien, châtie bien ». Inspecteurs des prisons – Charles Lucas et Moreau-Christophe en France, Édouard Ducpétiaux en Belgique –, « belles âmes » partisans d'un retour à la campagne pour lutter contre la corruption urbaine et fondant chacune leur Mettray (Dumetz en France et Suringar aux Pays-Bas) et représentants de l'Église catholique prolongeant en direction de l'enfance une politique traditionnelle de charité – tel le père Rey à Lyon ou les sœurs du Bon-Pasteur d'Angers – sont tour à tour passés en revue. Tous ces hommes vantent leurs modèles (isolement cellulaire et colonie, avec diverses variantes) dans un débat encore centré sur la prison pour adultes : brochures développant les mérites d'une institution, récits de voyages (visite et critique des établissements des pays étrangers) ou participation aux congrès pénitentiaires, tout est bon pour exposer sa manière de « secourir toute la misère du monde ». Ces idées inspirent en partie la construction et le régime des établissements pour jeunes détenus nés pendant cette période. On commence d'abord par séparer les jeunes des adultes en construisant dans les prisons des quartiers spécifiques pour les mineurs. À part quelques tentatives de placement en apprentissage et de premiers pénitenciers pour jeunes – comme la Petite Roquette en France, célèbre pour sa tentative d'appliquer un isolement cellulaire complet – c'est bien l'avancée principale des années 1840. Le relais va être pris ensuite par le « travail aux champs » et les colonies pénitentiaires agricoles, dont le modèle – peu suivi en fait – est Mettray. Les fondations, d'abord privées, sont imitées dans les établissements publics par la création de sections agricoles des maisons centrales. Après le milieu du XIX^e siècle, les administrations multiplient les établissements pour jeunes délinquants : le temps de l'enfermement a succédé à celui des discours, les effectifs de jeunes incarcérés atteignent leur apogée et la durée du séjour en correction augmente, par souci d'aboutir à une moralisation effective.
- 4 Mais ce modèle pénitentiaire, loin de faire des petits voleurs et vagabonds de bons agriculteurs, fabrique des récidivistes. La prise de conscience de l'impossibilité d'obtenir l'amendement par la prison ou la colonie aboutit, à partir des années 1880, dans le contexte d'une politique plus générale de l'enfance impulsée par les États, à une attitude plus soucieuse de protection et cherchant par divers moyens à éviter aux jeunes délinquants l'incarcération (seconde partie). On remet en cause les anciennes institutions qui sont remodelées dans leur gestion et leur tutelle (part renforcée du secteur public en France) tout en recevant de moins en moins de mineurs traduits en justice. De nouvelles sont créées, en rupture avec l'administration pénitentiaire comme en Belgique (création des Écoles de bienfaisance en 1890) et l'on commence à mettre en œuvre des solutions alternatives (patronage, assistance publique) en se fondant sur une législation remettant en cause l'autorité parentale défaillante. En adoptant une politique préventive, protégeant l'enfant contre un environnement corrompteur, on

espère ainsi tarir à la source le vivier des criminels, à défaut de pouvoir moraliser les incorrigibles que l'on abandonnera aux maisons de correction subsistantes. Puis, sur le modèle américain, les États adoptent, en général sous l'impulsion d'associations privées, et avec des nuances finement décrites dans un chapitre s'interrogeant sur les « convergences législatives », les tribunaux pour enfants et leur corollaire, la liberté surveillée. Pour une part, cette évolution législative est le résultat d'un mouvement international de protection de l'enfance, réunissant, en de multiples congrès pénitentiaires ou de patronages, une nouvelle génération de philanthropes, composée essentiellement de juristes en même temps hommes politiques et animateurs de sociétés de bienfaisance. Pour eux, le patronage apparaît comme « la panacée ». Comme l'écrivent les auteurs dans une conclusion très synthétique – à l'image de toutes celles qui terminent chacun des chapitres – « les murs de la prison d'enfants » ont cédé la place aux « formes douces et individualisées d'intervention ».

- 5 On regrette de devoir s'en tenir à ce rapide survol, bien insuffisant pour donner une idée de la très grande richesse de cet ouvrage. Tous les spécialistes de l'histoire de l'enfance en tireront profit et l'on ne peut que souhaiter lire, dans un avenir proche, les résultats d'une enquête similaire, conduite par les mêmes auteurs, sur le ^{xx}e siècle. Ajoutons la réflexion stimulante de Jean-Marie Fecteau en postface. Ses interrogations sur l'intérêt et les limites d'une analyse comparative en histoire seront particulièrement méditées. De même, son évocation des problèmes posés par l'analyse de la punition de l'enfance – sur la conception de celle-ci, sur les rapports entre État et philanthropes, sur l'enfermement comme sur la population visée – est particulièrement bien venue. Là encore, les historiens de la justice ou de la prison, comme ceux de l'enfance en général, trouveront des hypothèses à discuter (par exemple, sur le « glissement des efforts philanthropiques et réformateurs des adultes criminels aux enfants » à partir des années 1840, en rapport avec l'impasse de la pensée libérale quant à la réforme pénitentiaire, p. 438) et des pistes de recherche. On ne peut que le suivre quand il pointe une des lacunes importantes de cette histoire : la brillante synthèse qui nous est proposée témoigne à l'évidence d'un acquis considérable de la recherche sur le traitement de la délinquance des mineurs comme sur les institutions mais, par contre, on connaît bien peu de choses sur les premiers intéressés, les mineurs traduits en justice.

NOTES

1. H. Gaillac : *Les maisons de correction, 1830-1945*, Paris, Cujas, 1971.